

Au rédacteur en chef

À la mi-décembre, lors d'une rencontre des ministres nord-américains des Affaires étrangères, le ministre canadien des Affaires étrangères Lawrence Cannon et de la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, ont mis en garde Haiti " de mettre leur maison en ordre" (Guardian, le 14 décembre 2010).

Ces deux dignitaires ne réalisent-ils pas que beaucoup du désordre de la "maison" haitienne est le résultat direct de la politique étrangère du Canada et des États-Unis depuis plusieurs années? L'attitude des États-Unis quant aux élections haitiennes est constante : les résultats doivent servir les intérêts américains, sinon. Cela est vrai au point qu'on est tenté de se demander si le problème principal des récentes élections haitiennes serait qu'on n'a pas assisté à l'apparition d'un président pro-américain.

Depuis des décennies, les interventions internationales irrespectueuses et abusives au fil des siècles ont maintenu Haiti dans un état de pauvreté économique et social. Depuis plus de 300 ans, Haiti fut une caillou dans la chaussure des États-Unis. À tout moment depuis les XXe et XXIe siècles, les États-Unis ne voulaient pas perdre l'emprise sur Haiti. L'histoire est bien documentée, à partir des attaques du XVIIIe siècle à l'occupation physique et militaire cruelle d'Haiti par les États-Unis en 1915-1934 et les coups d'état américains successifs des 20 années suivantes.

En 1957, les États-Unis ont désigné un haitien de leur choix, François Duvalier, président à vie, ce tristement célèbre dictateur qui a brutalisé son peuple. Il fut suivi au pouvoir par son fils, "Baby Doc" tout aussi dépourvu de moralité et qui a suivi la politique brutale de son père jusqu'en 1986. Il a fondé les escadrons de la mort dits les "Tonton Macoutes". Ces deux dictateurs, père et fils, sont demeurés au pouvoir au service de l'Amérique du Nord, ont empoché des sommes incalculables d'aide internationale et assassiné d'innombrables Haitiens.

En 1990, quatre ans après le soulèvement qui renversa "Baby Doc", Jean-Bertrand Aristide, critique de longue date de la politique étrangère américaine, fut élu président sur une plateforme électorale en faveur des pauvres. Les États-Unis, amèrement opposés à tout ce que représentait Aristide, se sont ouvertement opposés à son élection avec des sanctions économiques. Aristide a néanmoins remporté 67.5 % du scrutin de la première élection démocratique en Haiti. Suite à cette victoire électorale, un coup militaire appuyé par les Américains allait successivement renverser le gouvernement d'Aristide en 1991 et en 2004.

Les années 1990-2004 ont représenté une obsession américaine de renverser le gouvernement élu démocratiquement de Jean-Bertrand Aristide. Trois ans après le premier coup d'état, Aristide retourna en Haïti en 1994, à la suite d'un soulèvement international. Les troupes américaines ont rétabli Aristide au pouvoir mais seulement après qu'il ait consenti à un programme néolibéral: privatisation du système d'éducation, de la santé, de la protection du secteur corporatif, ainsi qu'une réduction de la production paysanne de nourriture. Toutes ces concessions étaient accompagnées d'ententes conclues et signées d'aide et de prêts pour Haïti. Le Président Clinton était une figure centrale de ces ententes. Toutefois, l'aide et les prêts promis se sont jamais matérialisés suite au déplaisir des Américains de constater le refus du président Aristide d'agir comme la marionnette des États-Unis.

En dépit de la pression continue exercée sur lui, Aristide a mis en place des programmes sociaux et économiques courageux. Entretemps, les États-Unis ont dépensé 70 millions de dollars entre 1994 et 2002 afin de renforcer les opposants d'Aristide. L'argent en provenance des États-Unis, de la France, du Canada est arrivé en abondance en appui à la coalition non-gouvernementale, le Groupe 184 (G-184), lequel représentait et protégeait les intérêts de l'élite haïtienne. Ce même argent fut utilisé pour rétablir les escadrons de la mort et pour appuyer nombre de secteurs de la criminalité dont la reprise fut reprochée à Aristide par les médias internationaux sous le contrôle du G-184. Président Aristide fut en effet présenté au monde comme "l'ennemi" pas seulement des États-Unis mais du monde tout entier.

Aristide, forcé de quitter le pouvoir le 29 février 2004, est encore en exil en Afrique du Sud. Son parti politique, le Fanmi Lavalas, qui a profité de l'appui de la majorité du peuple haïtien, fut tenu à l'écart des élections de 2010.

Depuis le coup d'état de 2004, Haïti a été victime d'assauts récurrents d'interventions militaires américaines dont l'objectif ultime continue d'être la protection de l'élite haïtienne. Malheureusement, les Nord-Américains ont de la difficulté à comprendre pourquoi le peuple haïtien éprouve un tel mépris envers les forces des Nations Unies et des organismes internationaux en général.

Après le tremblement de terre qui a frappé Haïti, la générosité des citoyens nord-américains a été réelle et sincère. Ce rayon de soleil s'est toutefois quelque peu estompé en raison de nos relations historiques avec Haïti. Ce rapprochement s'est réduit davantage du fait que l'Amérique du Nord n'a pas envoyé suffisamment d'argent pour assurer aux Haïtiens leurs besoins de base tels des logements sécuritaires avant l'arrivée de l'inévitable saison des ouragans. Cela a également

surpris la communauté mondiale que seulement 10 % des débris du tremblement de terre a été nettoyé un an plus tard. Fait plus étonnant encore : la relation perverse entre la force des ONG et la faiblesse de l'état haïtien... Certains des ONG existent seulement en raison de la malchance d'Haïti" (Ricardo Seitenfus), ancien représentant en Haïti de l'Organisation du secrétaire général des états américains).

La nouvelle année qui s'amorce nous lance un défi, nous citoyens et résidents canadiens : creuser plus profondément dans les causes à la source des protestations post-choléra et du chaos post-élection en Haïti: honorer dans nos propres mots le courage du peuple haïtien; mettre en valeur les capacités du peuple haïtien et défendre leurs droits afin de construire leur propre futur. Tenir le gouvernement canadien responsable. Pour plus de renseignements: www.canadahaitiaction.ca

Marie Burge, de la part du Cooper Institute

Marie Burge entretient une relation de longue date avec les collectivités haïtiennes en République dominicaine. En tant que membre du Cooper Institute and du Latin American Mission Program, elle est éducatrice et promotrice de justice sociale communautaire. Avec ses collègues, elle met l'accent sur les rapports mondiaux des problèmes locaux et des conséquences locales des événements mondiaux. Elle croit que les Canadiens n'ont pas le droit de promouvoir la démocratie dans d'autres pays si nous ne sommes pas disposés à prendre le risque de pratiquer une démocratie basée sur le peuple et l'égalité démocratique au sein de notre propre pays et de nos propres organismes.